

Revue européenne
des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

Revue européenne des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

XLI-127 | 2003

Pour une autre science sociale

D'autres approches du social

Marc Guillaume



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/513>

DOI : 10.4000/ress.513

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 63-69

ISBN : 2-600-00912-4

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Marc Guillaume, « D'autres approches du social », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLI-127 | 2003, mis en ligne le 30 novembre 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/513> ; DOI : 10.4000/ress.513

Marc GUILLAUME

POUR D'AUTRES APPROCHES DU SOCIAL

Jusqu'au milieu des années soixante-dix, les sciences sociales ont joué un rôle, certes modeste mais non négligeable dans le débat public en France et en Europe¹. Ce dynamisme et cette influence des sciences sociales n'étaient pas sans rapport avec les « trente glorieuses » de l'économie, en fait vingt-cinq années, et leur ombre portée quelques années après leur fin.

Après une période de transition, autour de la crise économique mondiale, il me semble que ce rôle s'est réduit et qu'il faut bien faire le constat d'une perte d'influence et de visibilité. Il est cependant possible que les acquis des sciences sociales soient incorporés aujourd'hui plus en amont par les entreprises, les journalistes, les responsables politiques. Ce qui semble assuré en revanche, c'est le déclin du pouvoir des corporations de chercheurs, du moins en dehors des technologies et des biosciences.

I. LE TEMPS DES ÉVANGILES

Cette période de développement économique accéléré, et de progrès social associé, ce que l'on a appelé « l'équation keynésienne », a en effet constitué une sorte de « prolongation » pour l'idéologie des Lumières et du Progrès. Un courant dominant, à base d'individualisme méthodologique, de libéralisme, de socialisme libéral a finalement « redoublé la vision économique du monde, naturalisé la réalité culturelle » au lieu de la critiquer – pour reprendre les termes du programme de ce colloque. Ce courant dominant s'est épanoui notamment dans la science économique – héritière abâtardie de l'économie politique et munie du faux nez de formalisations mathématiques, – mais une grande partie des recherches relevant d'autres sciences sociales (sociologie, ethnologie) a été contaminée. On peut citer à cet égard les analyses approfondies d'Alain Caillé démasquant et dénonçant les axiomes de l'utilitarisme implicitement introduits en sociologie.

Premier évangile donc.

Mais un évangile seul ne suffit pas à organiser un débat. Le débat, dans ce passé récent, s'est nourri de la confrontation, plus particulièrement en France d'ailleurs, avec l'évangile marxiste. Ce dernier s'est appuyé sur le libéralisme en

¹ Il faudrait mesurer ce rôle en termes d'activités universitaires, de recherches, de retombées dans les milieux politiques, le journalisme, l'édition... Pour esquisser un bilan comparatif, on peut se reporter à l'ouvrage que j'ai dirigé en 1986, *L'Etat des sciences sociales en France*, Paris, La Découverte, 1986.

s'y opposant, formant ainsi une sorte d'architecture idéologique, en apparence solide, mais en réalité totalement artificielle car libéralisme et marxisme ne se développent pas sur le même plan; comme le souligne Jacques Derrida dans *Spectres de Marx*², ces représentations du monde sont disjointes, «*out of joint*». Le marxisme est une vision de la société dans sa globalité et dans une perspective historique longue, tandis que le libéralisme est une doctrine qui s'applique seulement à l'organisation de la vie matérielle, de la production et des échanges. Certes, pour se rencontrer et s'opposer on a pu dénaturer ces deux approches du social. Certains ont réduit le marxisme à un économisme, tandis que d'autres, symétriquement, on fait du libéralisme une idéologie ayant la prétention de s'appliquer à la totalité du social.

Même si cette architecture était artificiellement constituée, elle permettait d'identifier ce qu'on peut appeler un « social » pour l'interpréter selon une idéologie dominante (fondée sur les idées d'individualisme, de concurrence des marchés et de progrès) ou selon la critique de cette idéologie. Elle pouvait ainsi contribuer à identifier, sinon un lien social (car déjà la notion de classe sociale s'effritait) du moins une certaine mise en ordre du social. En tenant un discours explicitant, interprétant ou critiquant un ordre technique, économique et social, les sciences humaines et sociales semblaient rendre le monde lisible ce qui, du même coup, rendait le combat politique à la fois plus tranché et plus simple entre deux camps bien différenciés.

La réflexion sur le social ne s'est cependant pas réduite à ces deux évangiles en fausse opposition. Un peu avant 1968, plusieurs auteurs échappent à l'orthodoxie dominante par des voies diverses. Certains conservent « l'esprit de Marx » mais en l'adaptant à des champs nouveaux. Le représentant le plus éminent de ce courant étant sans conteste Pierre Bourdieu dont les travaux vont prendre progressivement une place centrale en sociologie et dont l'influence dans le temps et hors de France reste considérable. Dans le champ philosophique, Louis Althusser, Jacques Derrida mais aussi Miguel Abensour, Kostas Axelos ou Daniel Bensaid, manifesteront, avec des sensibilités diverses, le même attachement à l'esprit de la critique marxiste. En revanche, des penseurs souvent issus du paradigme structuraliste proposé par Lévi-Strauss, développeront une critique radicale du marxisme. Par exemple, le livre de Michel Foucault, « *Surveiller et punir* » est une contestation systématique de la théorie implicite du pouvoir chez Marx, même si son nom n'est jamais cité. Enfin, mai 1968 apporte une floraison de sensibilités nouvelles – les situationnistes en particulier – qui mêlent les deux courants précédents, renouent avec une critique de l'idéologie des Lumières apparue dès 1945 mais que la prospérité économique avaient mise en veilleuse, font émerger des problématiques neuves que Michel de Certeau analysera tout en apportant une contribution personnelle majeure³. On peut dire ainsi que la période 1968-1975, en même temps qu'elle voit le déclin définitif du dogmatisme marxiste, constitue la parousie des sciences sociales, un moment d'intense débat d'idées qui déborde le champ clos des intellectuels pour inspirer les combats sociaux et politiques. Il faut d'ailleurs souligner que l'élan donné par mai 68 au débat social ne s'est pas

² J. Derrida, *Spectres de Marx*, Paris, Galilée, 1993.

³ M. de Certeau, *La prise de parole*, Paris, Seuil, 1994.

arrêté avec la crise économique qui éclate en 1973. Dans un premier temps même, les désarrois entraînés par elle vont renforcer l'effervescence des sciences sociales et prolonger la survie de certaines approches. Il faudra attendre quelques années encore pour voir le retour d'une idéologie libérale progressivement dominante, voire étouffante et que la chute des régimes communistes renforcera encore.

II. À LA RECHERCHE DES GRANDS RÉCITS PERDUS

Mais le triomphe de cette idéologie libérale ne durera qu'un temps et, même si elle continue aujourd'hui d'être *effectivement* dominante et d'inspirer la plupart des positions et des décisions politiques dans le monde, elle n'exerce plus dans le champ intellectuel une influence décisive. *La fin de l'histoire* de Francis Fukuyama a marqué le point culminant de cette idéologie, mais si l'ouvrage a été bien accueilli dans les milieux économiques et politiques, les critiques qu'il a suscitées (cf. encore *Spectres de Marx* pour une déconstruction systématique de ce livre) et aussi tout simplement la réalité des évolutions ont montré que l'idéologie ne fondait pas une approche de science sociale. D'une certaine manière, la fin du marxisme ne permet plus à une vision de type « fin de l'histoire » de passer pour une théorie cohérente. N'ayant plus d'opposant théorique bien identifiable comme l'était la famille marxiste, la vision libérale du monde s'écroule d'elle-même ou tout au moins apparaît pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une extension abusive et idéologique d'une description d'un système économique historiquement daté.

Face à cette idéologie on ne trouve en effet qu'une sorte de post-modernisme des sciences sociales, peut-être adapté à une société devenue elle-même post-moderne (au sens de Jean-François Lyotard), une nébuleuse de constructions spécifiques et adaptées à leurs objets d'études et d'approches « régionales » n'ayant plus l'ambition d'analyser la totalité du social. Mais avant d'examiner leur pertinence et leur créativité, il faut quand même souligner que la visée totalisante ne s'est pas complètement perdue.

Sans oublier les constructions « méta-marxistes » dont on a déjà rappelé l'importance autour de l'œuvre de Bourdieu et qui inspirent une partie des mouvements alter-mondialistes, il faut noter que deux thèmes ont surgi dans les années 90 et ont permis de ressusciter une vision globale de la société.

Le premier est celui de la « nouvelle économie » fondée sur un développement très rapide des technologies de l'information et de la communication. C'est évidemment un thème qui a surtout mobilisé les industriels, les économistes et les financiers mais qui, plus généralement, a laissé croire qu'un développement économique sans crise associé à une mondialisation libérale pourrait faire ressurgir un équilibre économique et social comparable à celui des « trente glorieuses ». Il n'a guère sollicité en revanche les sociologues, à quelques exceptions près, sans doute en partie parce que la dimension technique ne leur était pas directement accessible. Comme on le sait, on a assisté à une bulle financière dont l'éclatement était prévisible (et prévu par certains). Ce qui est beaucoup plus grave pour la pensée et pour les sciences sociales dans leur ensemble, c'est d'avoir cédé au conformisme ambiant et d'avoir laissé se développer une sorte de bulle

mentale. Ce qui a révélé l'incapacité des sciences sociales d'analyser en temps réel les évolutions techniques alors même que ces dernières prennent une importance, une rapidité et une complexité croissantes.

Le second thème à prétention globalisante est celui du risque. Lui aussi trouve son origine dans les conséquences des évolutions techniques (sur la santé, l'alimentation, l'environnement), mais en suscitant au contraire une position résolument critique. En fait, ce thème a des origines anciennes : à partir de l'holocauste, d'Hiroshima, l'idéologie moderne du Progrès, la croyance dans le lien spontané entre progrès technique et progrès social est irréversiblement atteinte (et c'est pourquoi la période de prospérité qui a suivi la guerre n'a constitué qu'une *prolongation*, temporaire, de cette idéologie). A partir de mai 68 puis de la première crise pétrolière, ce mouvement critique, relayé par une sensibilité écologique émergente, va renaître et prendre une ampleur croissante. Mais ce mouvement mêle des courants hétérogènes, contradictoires, incohérents entre eux. On y trouve des analyses comme celle du post-moderne par Lyotard (à partir d'une analyse éclairée de la technique), des sensibilités d'écologie profonde (*deep ecology*) enracinées dans une forme de détestation de l'homme, mais aussi des approches plus radicales voire nihilistes (Jean Baudrillard, Paul Virilio, Pierre-André Taguieff, ce dernier évoquant une société qui n'a plus d'avenir mais seulement un futur)⁴. Et enfin des analyses d'origine marxiste : Alain Lipietz par exemple, mais plus typiquement encore Mikhaïl Gorbatchev qui a fondé et préside *Green Cross International* et dont le discours actuel est une transposition écologique directe de la doxa marxiste. Ces analyses font apparaître la crise du capitalisme comme résultante de la dégradation de l'environnement : crise finale du capitalisme faisant jouer un rôle destructeur – et non plus libérateur comme le pensait Marx – à la technique.

La thématique des risques associés à la technique, risques devenus plus graves, plus complexes, plus irréversibles et plus spectaculaires, est devenue un lieu commun, un champ de réflexions qui accueille tous ces courants hétérogènes et masque parfois leurs contradictions. Dans ce champ, le livre d'Ulrich Beck, *La société du risque*⁵, publié après la catastrophe de Tchernobyl, a valeur de symptôme. Ce thème du risque et de l'insécurité est devenu omniprésent, il inspire de nouvelles organisations et pratiques de sécurité dans les domaines alimentaire, sanitaire, routier, etc. Par ailleurs, le régime classique de l'assurance et de la prévention laisse une place nouvelle à celui de la précaution (le principe de précaution affirmé lors du sommet de la Terre à Rio en 1992 est aujourd'hui inscrit dans de nombreux textes nationaux et internationaux).

On peut cependant douter que le risque permette de construire un lien social. Il met en mouvement ce que Spinoza aurait pu appeler des « passions tristes », l'appréhension, la mise à distance de l'autre dès qu'il est trop différent, l'acceptation du contrôle généralisé... Ce rapport social négatif n'est pas en mesure, et en tout cas il faut l'espérer, de « faire société ».

La thèse de Beck est cependant plus profonde qu'une simple analyse des risques, des catastrophes et des nouveaux traitements qu'ils impliquent. Pour lui

⁴ P.-A. Taguieff, *L'effacement de l'avenir*, Paris, Galilée, 2000.

⁵ U. Beck, *La société du risque*, 1986, tr. française, Paris, Aubier, 2001.

et pour les nombreux chercheurs européens en sciences sociales qui ont repris ses idées, le changement social essentiel, qui marque une rupture décisive avec la société industrielle ou post-industrielle, c'est la capacité – et la nécessité – de la société de s'analyser elle-même et en temps réel. Un tel procès d'auto-réflexion, rendu nécessaire par les risques devenus endogènes de la civilisation industrielle, déborde du domaine de l'insécurité et caractérise le régime actuel de la réflexion en sciences sociales.

Ce régime s'impose en particulier aux réflexions d'origines diverses qui s'attachent à un problème devenu mondial, urgent et qui doit mobiliser l'économie, la géopolitique, la sociologie et l'anthropologie. Il peut se formuler simplement : comment infléchir la croissance quantitative des pays riches vers un développement qualitatif, durable et équitable, et aider les pays pauvres à croître quantitativement, tout en prenant en même ou peu de temps après, le virage vers un développement durable ? La question dépasse ou englobe les critiques altermondialistes, souvent focalisées sur l'organisation et la régulation du commerce mondial. Les pays riches sont par exemple confrontés à de redoutables difficultés car le développement qualitatif ne résulte pas spontanément du libre jeu des marchés. Il faut inventer des régulations publiques, de nouveaux services publics de santé, de formation, de sécurité, de protection de l'environnement, il faut donc revenir sur les politiques de dérégulation et de libéralisation qui ont été menées depuis vingt ans en Occident.

III. D'AUTRES APPROCHES DU SOCIAL

Les considérations précédentes conduisent à penser que le temps des grands modèles de société est définitivement clos. Les constructions, comme celles de Foucault et de Bourdieu, qui se voulaient des représentations sociales globales restent des monuments qui méritent une exploration approfondie, des éléments du patrimoine de la pensée mais, en tant que modèles, elles ont perdu leur pouvoir d'éclairer notre compréhension du monde actuel. Elles restent cependant un réservoir d'outils, de méthodes et d'impulsions de recherche. Les travaux de Foucault sur la sexualité, par exemple, ont été repris, détournés, aux Etats-Unis par le mouvement *queer*.

Il ne faut pas regretter cette fin des grands récits qui ne sont plus adaptés à une société devenue elle-même fragmentée, désarticulée, animée de mouvements contradictoires. Dans laquelle chacun a du mal à se repérer, mais ne croit plus aux discours totalisants et préfère se bricoler un évangile personnel, portable et évolutif. Il ne s'agit donc pas de chercher à reproduire la démarche des maîtres qui nous ont précédés, mais plutôt d'appliquer aux sciences sociales les méthodes de déconstruction (Derrida) ou d'élaboration de concepts adaptés à leurs objets (Deleuze) qui ont renouvelé l'approche philosophique.

Fin des grands modèles donc, mais nécessité d'inventer des outils et des concepts pour aborder les questions vives, par exemple les problèmes posés par les technologies (comme le font Peter Sloterdijk ou encore les « médiologues » autour de Régis Debray), les évolutions démographiques et leur impact sur les comportements individualistes (Paul Yonnet), les menaces écologiques, etc. A cet égard, l'apport de Michel de Certeau, par exemple sa distinction entre stratégies et

tactiques qui est particulièrement utile pour analyser les rapports entre ce qu'il appelait l'homme ordinaire et les institutions, est considérable pour les sciences de la société. Il a montré, à partir d'une lecture attentive, l'importance des grands systèmes, ceux de Bourdieu et de Foucault notamment, mais aussi leurs limites et il a su en extraire des éléments de méthode qui restent pertinents aujourd'hui.

Face à une société complexe, fragmentée, évoluant rapidement, les sciences sociales doivent être réactives, attentives à des faits apparemment mineurs; une sorte de sociologie de l'éphémère, du « presque rien » aurait dit Jankélévitch, s'est d'ailleurs développée récemment en France, par exemple sous l'impulsion de Marc Augé ou de Pierre Sansot. Attentive aussi aux nouveaux mouvements culturels et artistiques. Il ne faut pas exclure d'ailleurs une approche poétique, littéraire, fictionnelle du social. Lorsque Sansot explore en sociologue mais aussi en poète les formes sensibles de la vie sociale, il apporte aux constructions de Bourdieu une dimension qui leur manquait et qui donne finalement d'autres clés d'interprétation⁶. On sait que les écrivains ont souvent précédé les analystes de la société (on retrouve beaucoup des analyses de MacLuhan dans les textes de Proust qui évoquent le téléphone à sa naissance, pour ne donner qu'un exemple). Pour saisir les changements en temps réel, pour mieux se faire entendre du grand public – même le public cultivé s'est détourné largement des essais en science sociale – les textes littéraires et les penseurs qui creusent leur propre langue dans celle de leur discipline prennent une importance croissante.

Ces évolutions des méthodes, des contenus et des styles des sciences sociales devraient conduire à une transformation de la *pragmatique* de la recherche dans ces domaines. Les frontières disciplinaires héritées de la tradition ne sont plus adaptées aux problèmes actuels, en particulier ceux qui résultent de l'emprise croissante des organisations et des représentations économiques sur l'ensemble de la société; la plupart des objets d'étude, lorsqu'ils sont proposés par l'actualité, souvent dans l'urgence, et non par les milieux académiques, nécessitent le concours de chercheurs venant de disciplines différentes. De même, les institutions de recherche présentent un risque de sclérose lorsqu'elles enferment leurs chercheurs dans une carrière à vie, soumise à des critères d'évaluation trop internes. Cela ne signifie pas que ces institutions doivent disparaître ou voir leurs moyens, déjà modestes, décroître mais plutôt que leurs liens avec les chercheurs devraient être plus partiels, plus flexibles et modulables dans le temps.

Il faut enfin dénoncer un travers qui réduit fortement l'influence des sciences sociales et qui touche le mode de diffusion des travaux de recherche. Ces travaux ne trouvent pas spontanément leurs destinataires car ils n'intéressent pas toujours directement les acteurs économiques. Quant aux administrations, plus directement concernées, elles n'ont pas l'habitude ni les moyens de management public

⁶ Ces « sociologues de l'ordinaire », adoptant la démarche, exemplaire à cet égard, de Michel de Certeau étudiant les « arts de faire » au quotidien, éveillent notre intérêt parce qu'ils sont passés, subrepticement, de notre côté, animés qu'ils sont d'une authentique « passion de l'autre » qui les détourne des théories globalisantes. Il y a dans cette approche plus qu'un simple glissement de point de vue, c'est une véritable rupture épistémologique qui s'inaugure: on ne peut percevoir dans une société ce qui excède son fonctionnement et relève de son devenir historique qu'en prolongeant l'observation rigoureuse par une sorte de transfert. Pour en venir au point où, comme l'écrit Georges Bataille, « l'objet de ma recherche ne peut être distingué du sujet lui-même ».

de faire leur profit de ces travaux, même lorsqu'elles les financent elles-mêmes. Assurer une diffusion grand public et pédagogique ou bien une diffusion sélective efficace demande des moyens importants et innovants. L'insertion des sciences sociales dans le débat public ou pour éclairer les arbitrages politiques est actuellement très mal assurée et devrait exiger des instances spécifiques ainsi qu'une redistribution des moyens entre les institutions de recherche et ces nouvelles instances.

Cette question de la diffusion des sciences sociales est cruciale et spécifique à leur domaine. La recherche en sciences exactes ou la recherche industrielle et technique est plutôt bien diffusée, dans des réseaux humains et techniques adaptés, car elle est directement utilisable ou source de progrès qui seront utilisables à plus ou moins long terme. Il n'en est pas de même pour les sciences sociales et beaucoup de travaux innovants ou difficiles d'accès restent longtemps ou à jamais méconnus. En outre, le grand public peut avoir l'impression d'être informé alors qu'il est sous l'influence de représentations idéologiques qui se donnent une apparence scientifique ou de schématisations diffusées par les médias. On peut même à ce sujet parler de « virus » qui contaminent les représentations et détruisent les capacités de réflexion critique des citoyens comme je l'ai précédemment évoqué à propos de la nouvelle économie et de la bulle mentale qu'elle a engendrée.

Pour une autre science sociale? A la question de colloque, ma réponse serait plutôt: pour d'autres approches du social. Des approches plus diversifiées, plus soucieuses d'outils adaptés que de construction de modèles explicatifs universels, moins institutionnalisées et beaucoup mieux diffusées. Mais sans tomber cependant dans la multiplication des travaux parcellaires ou des monographies. Car si le temps des grands modèles du social est fini, les grands problèmes restent ouverts. Et tout d'abord celui de l'impérialisme des idéologies économiques dominantes qui doit être inlassablement dénoncé et critiqué, à la fois par les économistes ouverts aux sciences sociales (il y en a, et même beaucoup mais leur influence reste limitée) et par les chercheurs venus d'autres disciplines. Pour faire face dans l'urgence à tous les problèmes écologiques, éthiques, géopolitiques, posés par l'accélération des évolutions techniques et par la mondialisation, il importe de mobiliser les sciences sociales dans un champ que les économistes et les idéologues ont trop exclusivement investi et presque soustrait au débat alors qu'il met en jeu des choix de civilisation.

*Institut de recherche interdisciplinaire en socioéconomie
Université Dauphine, Paris IX*